



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALEA/46/707 ✓
S/23244
29 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-sixième session
Point 15 c) de l'ordre du jour
ELECTIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS
DANS LES ORGANES PRINCIPAUX :
ELECTION D'UN MEMBRE DE LA COUR
INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-sixième année

Notices biographique des candidats proposés
par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	2
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES	2
AJIBOLA, Bola	2
ASAMFE, Samuel K. B.	6
NJENGA, Frank X.	21
SSEKANDI, Francis M.	27

I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les notices biographiques des candidats proposés par les groupes nationaux pour l'élection destinée à pourvoir au siège devenu vacant à la Cour internationale de Justice par suite du décès, le 14 août 1991, du juge Taslim Olawale Elias (Nigéria). Les noms des candidats proposés ont été publiés dans le document A/46/706-S/23244. La composition de la Cour et la procédure de vote qui doit être suivie par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sont exposées dans le mémorandum du Secrétaire général publié sous la cote A/46/630-S/23227.

II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

AJIBOLA, Bola

(Nigéria)

Nationalité : nigériane

Date de naissance : 22 mars 1934

Membre de la Commission du droit international (ONU, Genève)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye

Membre du Tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale

Membre de la Commission internationale d'arbitrage maritime, Paris

Membre du Groupe d'arbitres internationaux (London Institute of Arbitrators)

Membre du Comité consultatif international du World Arbitration Institute (Etats-Unis)

Membre de la délégation nigériane à la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Président provisoire de l'Assemblée générale (du 21 au 23 février 1990) lors de sa dix-septième session extraordinaire consacrée aux stupéfiants et substances psychotropes

Vice-Président de la Commission des relations contractuelles internationales de la Chambre de commerce internationale

Vice-Président de l'Institut du droit et des pratiques des affaires internationales (Paris)

Président national du World Peace Through Law Centre

A représenté l'Afrique au procès fictif sur le droit de la mer à la Conférence sur la paix mondiale et le droit (Manille, 1970)

Fellow du Chartered Institute of Arbitrators

Fellow du Nigerian Institute of Advanced Legal Studies

Ami de l'Institute of Advanced Legal Studies (Londres)

Directeur de publication de Nigeria's Treaties In Force 1970-1990

Directeur de publication de All Nigeria Law Reports 1961-1990

Président de l'Equipe spéciale chargée de réviser les lois de la Fédération (1990)

Rédacteur en chef de Justice (revue mensuelle consacrée aux problèmes juridiques contemporains)

Directeur de publication des Law Review Series du Ministère fédéral de la justice (FMJLRS) (maintenant en sept volumes)

Carrière

Admis au barreau, Lincoln's Inn - 1962

Pratique le droit depuis 23 ans, principalement à Lagos, mais aussi sur le reste du territoire nigérian

Associé principal du cabinet Bola Ajibola & Co., qui a des bureaux à Lagos, Ikeja, Abeokuta et Kaduna

Spécialisation : pratique du droit commercial, et en particulier arbitrage international

Président de la Nigerian Bar Association - 1984-1985

Président du Body of Benchers - 1989-1990

Président du Body of Senior Advocates du Nigéria depuis 1986

Président de l'Association des arbitres du Nigéria

Président de la Commission disciplinaire du barreau

Président du Conseil général du barreau

Président du Advisory Committee on the Prerogative of Mercy

Membre du Conseil de la police du Nigéria

Membre du Comité judiciaire consultatif

Membre du Judicial Service Committee (Abuja)

Coopération régionale

A pris l'initiative de la première Conférence des ministres de la justice africains qui a été organisée à Abuja en novembre 1989 et à laquelle 32 pays africains se sont fait représenter

Président de la réunion du Conseil des ministres de la justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest tenue à Lagos (Nigéria) en août 1990 et au cours de laquelle le Traité portant création de la Cour de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a été élaboré et adopté par les ministres de la justice

Membre du Comité directeur de la CEDEAO pour la révision de la Charte de la CEDEAO

Chef de la délégation nigériane à la Conférence de toutes les parties éthiopiennes sur la transition pacifique et démocratique

Président de la première réunion du Comité de travail de la Conférence de tous les ministres de la justice africains, Le Caire, avril 1991

Principales publications

Principles of Arbitration, 1980

New Concepts In The Resolution Of Disputes In International Construction Contracts, 1981

Work Paper On International Commercial Arbitration, 1982

Arbitration And State Enterprises - Case Study Of Nigerian Cement Transactions, 1983

Modernisation Of National Arbitration Laws In Aid Of International Commercial Arbitration, 1984

The Law And Settlement Of Commercial Disputes, 1984

Law Development And Administration In Nigeria, 1987

Towards A Better Administration Of Justice System In Nigeria, 1988

Integration Of The African Continent Through Law, 1988

Narcotics: Law And Policy in Nigeria, 1989

Compensation And Remedies For Victims Of Crime, 1989

Banking Frauds And Other Financial Malpractices In Nigeria, 1989

Women And Children Under Nigerian Law, 1990

Scheme Relating To Mutual Assistance In Criminal Matters And The Control Of Criminal Activities Within Africa, 1990

Human Rights In Africa (sera publié dans les mélanges en l'honneur du juge T. O. Elias)

Appartenance à des organes internationaux

African Bar Association

Association internationale du barreau

Association of World Lawyers

Chambre de commerce internationale

Commonwealth Law Association

World Arbitration Institute

Society for the Reform of Criminal Law

Distinctions/titres honorifiques

World Jurist Award (sous les auspices de World Peace through Law, Séoul)

Senior Advocate du Nigéria

Lauréat du prix du mérite civique, décerné par l'Etat d'Ogun au Nigéria (1986)

Membre à vie de l'Institut nigérian des affaires internationales

Membre à vie du Body of Benchers du Nigéria

ASANTE, Samuel K. B.

(Ghana)

Fonctions actuelles : Président du Ghana Constitution Drafting Committee.
Directeur exécutif adjoint du Centre des Nations Unies
sur les sociétés transnationales.

Date de naissance : 11 mai 1933

Nationalité : Ghanéenne

Qualifications professionnelles :

LLM : (Premier de sa promotion) Université de Londres, 1958.

Admis "Solicitor" à la Cour suprême d'Angleterre (mention honorable), 1960.

Admis au barreau du Ghana en 1960.

Docteur en droit (J.S.D.), Ecole de droit de l'Université de Yale, 1965.

A suivi un cours spécialisé sur le financement des entreprises, organisé par la Harvard Business School pour les experts de la Banque mondiale, Washington (D. C.), 1968.

Postes occupés

Assistant-Solicitor, Canter & Martin - 10 Old Square, Lincoln's Inn, Londres, 1960.

Assistant State Attorney, Ministère de la Justice, Accra, 1960-1961 (droit commercial et transactions commerciales internationales).

Chargé d'enseignement (membre à plein temps), faculté de droit, Université du Ghana, 1961-1965.

Directeur par intérim, département de droit, Université du Ghana, 1962.

Sterling Fellow, Ecole de droit de Yale, New Haven, Connecticut, Etats-Unis d'Amérique, 1963-1965 (droit comparé, jurisprudence et droit international).

Chargé d'enseignement (membre à plein temps), faculté de droit - Université de Leeds, Leeds, Royaume-Uni, 1965-1966 (droit international public et droit commercial).

Conseiller juridique, Département juridique, Banque mondiale, Washington (D. C.), 1966-1969.

Le travail consistait à négocier et à rédiger des accords de prêt et d'investissement ainsi que d'autres transactions entre la Banque et des pays membres ou d'autres entités, à conseiller de manière générale la Banque et ses membres sur les aspects juridiques des finances et des investissements internationaux, ainsi que sur des questions de droit international public et de droit interne intéressant les opérations de la Banque.

Professeur associé, Ecole de droit de l'Université Howard, Washington (D. C.), 1967-1969 (transactions commerciales internationales).

Solicitor-General du Ghana, avec le rang de magistrat de la Haute Cour, 1969-1974.

Deputy Attorney-General du Ghana, avec le rang de juge à la Cour d'appel, 1974-1977.

En tant que Solicitor-General et Deputy Attorney-General, il était le chef officiel du corps des juristes de la fonction publique ghanéenne.

En sus de ses responsabilités pour les affaires relevant du droit constitutionnel et du droit civil, assumait le rôle de conseiller principal du Gouvernement ghanéen en droit international et en droit des transactions commerciales internationales. Il a dirigé ou participé à la négociation de nombre d'accords internationaux avec des gouvernements étrangers, des sociétés transnationales, des institutions financières internationales et des agences de développement et de prêts de nombreux pays.

A également représenté le Gouvernement ghanéen à l'occasion d'importantes instances internationales et a participé ou a supervisé la participation du Ghana aux principales conférences de droit international telles que les conférences des ministres de la justice des pays du Commonwealth, les réunions du Comité juridique consultatif afro-asiatique, les sessions de la Conférence sur le droit de la mer, de la CNUDCI et l'établissement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest.

Président du Comité de révision des accords du Ghana, 1972-1977. Comité interministériel responsable de la révision et de l'examen de tous les accords internationaux négociés par des agences étatiques au Ghana.

Attorney-General par intérim du Ghana, juillet-septembre 1974.

Président du Minerals Negotiating Committee, Gouvernement ghanéen, 1972-1977.

A dirigé l'équipe gouvernementale pour la négociation des accords pétroliers et miniers.

A dirigé l'équipe ghanéenne ayant négocié le rééchelonnement de la dette extérieure du Ghana (incorporé dans le Traité de Rome, 1974).

Consultant auprès du Secrétariat du Commonwealth, Londres, pour la préparation d'un projet ayant trait à la formation de rédacteurs de projets de loi en Afrique de l'Ouest, 1973.

Consultant auprès de la Banque africaine de développement, Abidjan, pour la rédaction du statut de la Société africaine régionale de réassurance, 1974.

Professeur invité de droit des affaires, Ecole de droit de la Temple University, Philadelphie, Etats-Unis, printemps 1976 (Programme pour les investisseurs internationaux).

Président de la Conférence régionale des Nations Unies pour l'Afrique sur le Code de conduite des sociétés transnationales, CEA - Addis-Abeba, février 1977.

Premier Conseiller sur les questions juridiques ayant trait aux sociétés transnationales, Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, New York (avec rang de directeur), 1977-1983.

A ce titre, était chargé :

- i) De conseiller les gouvernements et les agences gouvernementales dans les pays en développement pour l'évaluation et la négociation de diverses transactions avec les sociétés transnationales, telles que la constitution d'entreprises conjointes, la conclusion d'accords de transfert de techniques et de licence, de contrats clefs en main et d'entreprise, de contrats de gestion, d'accords pétroliers et miniers, de contrats de conseil et d'assistance technique;
- ii) D'organiser des ateliers sur la négociation de ce type d'accords;
- iii) De conseiller les gouvernements pour l'élaboration des politiques et de la législation concernant les investissements étrangers et les sociétés transnationales;
- iv) De conseiller la Commission des Nations Unies sur les sociétés transnationales et les comités du Conseil économique et social pour la rédaction d'instruments internationaux se rapportant aux sociétés transnationales, tels que le Code de conduite sur les sociétés transnationales, les accords internationaux sur les paiements illicites à l'occasion de transactions internationales;
- v) De réaliser et de superviser des études sur divers aspects des transactions commerciales internationales, en particulier sur les aspects juridiques des investissements étrangers et des sociétés transnationales.

"Visiting Fellow", Clare Hall, Université de Cambridge, Royaume-Uni. Membre invité de la faculté de droit de l'Université de Cambridge, 1978-1979 (enseignement sur les sociétés multinationales et le droit international).

A été nommé juge à la Cour suprême du Ghana (la plus haute Cour) par le Conseil judiciaire du Ghana, mais a renoncé à cette charge en raison de ses responsabilités internationales (1980).

Directeur (Services consultatifs), Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, 1983-1990.

A ce titre, dirigeait un programme international de services consultatifs à l'intention des gouvernements et agences gouvernementales du monde entier dans les domaines suivants :

a) Les aspects juridiques des investissements étrangers et des transactions commerciales internationales;

b) La formulation ou la révision de politiques, lois et règlements ayant trait aux investissements étrangers et au transfert de technologie en général ou dans des secteurs spécifiques;

c) La formulation, l'évaluation, la négociation et la rédaction d'arrangements contractuels spécifiques avec des sociétés transnationales en vue de la réalisation de projets précis dans divers secteurs dans de nombreux pays;

d) L'organisation de la formation des responsables d'entités publiques ou privées en matière de techniques de négociation avec les sociétés transnationales, ainsi que de formulation de politiques d'investissement et de négociation de transactions internationales spécifiques.

Ces services ont été offerts à la plupart des pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est et à quelques pays d'Europe occidentale.

Il était notamment chargé de superviser les travaux de spécialistes sur l'évolution du droit des investissements étrangers, du droit international relatif aux sociétés transnationales et aux transactions avec ces sociétés : contrats clefs en mains, contrats de gestion, accords pétroliers et miniers, opérations de prêt internationales, rééchelonnement de la dette, contrats d'ingénierie et de conseil, établissement de coentreprises, contrats de crédit-bail et conventions fiscales internationales.

Il a continué à assumer le rôle de conseiller juridique auprès de la Commission des sociétés transnationales pour la négociation du Code de conduite.

A été amené, dans le cadre de ses fonctions, à se rendre dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'Europe de l'Est et de l'Ouest, où il a donné des conférences à l'occasion des ateliers organisés par le Centre sur les sociétés transnationales.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut du droit du développement international, Rome (depuis 1983).

Directeur exécutif adjoint, Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, 1990.

Sa candidature à la Cour internationale de Justice a été présentée en 1990 par des groupes nationaux allemands, ghanéens et irlandais.

Président du Ghana Constitution Drafting Committee, Government of Ghana, Accra, 1991.

A présidé un comité d'experts qui a formulé des propositions pour une nouvelle constitution du Ghana.

Participation au règlement d'affaires internationales

a) En qualité de Solicitor General, d'Attorney General adjoint et d'Attorney General par intérim du Ghana, il a statué sur des contestations d'ordre international présentées par des entités étrangères contre divers organismes publics ghanéens.

b) A conseillé nombre de gouvernements sur la manière d'aborder les affaires soumises à arbitrage international qui ont trait au droit économique international.

c) Inscrit sur la liste des arbitres du Centre international pour le règlement des conflits relatifs aux investissements.

d) Inscrit sur la liste des arbitres du mécanisme d'arbitrage euro-arabe.

e) Arbitre (désigné par le Gouvernement sri-lankais) dans l'affaire Asian Agricultural Products Ltd. c. la République démocratique socialiste de Sri Lanka (ICSID/ARB/87/3/1987). Sentence arbitrale et opinion dissidente reproduites dans International Legal Materials, vol. XXX, No 3, mai 1991.

f) Membre (1979) et Président (1984) du jury pour le concours final de la Jessup International Moot Competition organisée par l'American Society of International Law.

Honneurs et distinctions, etc.

Boursier en droit du Gouvernement ghanéen, 1953-1960.

Fulbright Fellow, Aggrey Fellow, Ecole de droit de Yale, 1963-1965.

Guest Fellow, Collège Berkeley, Université de Yale, 1963-1965.

Elu membre de l'Académie mondiale des arts et des sciences, 1975.

Elu membre de l'Académie des arts et des sciences du Ghana, 1976.

Conférencier Taylor Memorial, Université de Lagos, Nigéria, décembre 1978
(droit de l'investissement transnational et développement national).

Prix du Livre du Ghana, 1980.

Membre à vie, Clare Hall, Université de Cambridge.

Membre du Conseil consultatif, CIRDI-ICSID Review-Foreign Investment Law Journal.

Membre du Conseil d'administration et du Conseil de rédaction de l'Association internationale juridique du tiers monde.

Membre du Conseil exécutif de l'American Society of International Law, 1979-1982.

Membre du Conseil consultatif de la Société africaine de droit comparé et de droit international - Londres.

Membre du Conseil consultatif de rédaction du Fordham International Law Journal.

Membre honoraire de l'Institut des études supérieures de droit, Université de Londres.

Honorary Fellow, Legon Hall, Université du Ghana.

Associations professionnelles

Membre de la Société des enseignants de droit, Royaume-Uni.

Membre du barreau du Ghana.

Solicitor à la Cour suprême d'Angleterre.

Membre de l'American Society of International Law.

Membre de l'Association du droit international (membre du Comité des aspects juridiques du nouvel ordre économique international).

Membre de l'American Foreign Law Association.

Membre du General Legal Council du Ghana, 1969-1980.

Membre de l'Association internationale du barreau.

Publications et conférences

A publié des ouvrages et de nombreux articles dans des revues juridiques internationales sur le droit de l'investissement transnational, le droit international, les droits de l'homme, le droit comparé, le droit du

développement, les relations entre les pays en développement et les sociétés transnationales, et les transactions commerciales internationales (voir liste ci-jointe).

A donné des conférences et participé à des séminaires dans diverses institutions d'enseignement, y compris les Universités d'Harvard, Yale, Oxford, Cambridge, Michigan, Cornell, Californie à Los Angeles, Berkeley, Khartoum, l'Académie de droit international de La Haye, le Brookings Institution à Washington, le "Conference Board" à New York, l'Académie des arts et des sciences à Moscou, et la Fondation allemande pour le développement international à Berlin, sur des thèmes en rapport avec le droit financier international, les investissements internationaux, le droit international et les sociétés transnationales (voir liste ci-après).

Publications

1. Coauteur avec le juge M. Bedjaoui Ed. de l'ouvrage intitulé "Le droit international : bilan et perspectives" (Manuel de l'Unesco sur le droit international public). Martinus Nijhoff, 1991.
2. Some key issues in negotiating joint ventures dans : Economic reform of the Soviet Union: some guidelines for business. Milano, Euromobiliare, 1991.
3. Opinion dissidente dans l'affaire Asian Agricultural Products Ltd. c. La République démocratique socialiste de Sri Lanka (ICSID/ARB/87/3), 1987, reproduite dans International Legal Materials, vol. XXX, No 3, mai 1991.
4. Coauteur du Report of the Committee of Experts (Constitution) on proposals for a draft constitution of Ghana, Ghana Publishing Corporation, 1991.
5. "Stare Decisis in the Supreme Court of Ghana", University of Ghana Law Journal (1964).
6. "Interests in Land in the Customary Law of Ghana: A New Appraisal", 74 Yale Law Journal (avril 1965).
7. "Fiduciary Principles in Anglo-American Law & Ghana Customary Law - A Comparative Study", International and Comparative Law Quarterly, octobre 1965.
8. "Law and Society in Ghana", Wisconsin University Law Review, décembre 1966. Réimprimé par Hutchinson (éd.), "Africa and Law", University of Wisconsin, Rev. 1968.
9. "Nation-building and Human Rights in Emergent African Nations", Cornell Journal of International Law, août 1969.

10. "Property Law and Social Goals in Ghana", Ghana Universities Press, 1976.
11. "The Investment Experience of a Developing Country", publié en tant que partie intégrante des actes de la Conférence sur les sociétés multinationales, parrainée par l'Ecole de droit de l'Université Columbia et le Columbia Journal of Transnational Law, New York, 26 février 1976.
12. Contribution au chapitre intitulé "Changing contractual arrangements between host Governments and transnational corporations" du document "Transnational Corporations in World Development - a Re-examination", Nations Unies, E/C.10/38, mars 1978.
13. "International Transactions and Development Goals" - Ghana Law Review, avril 1978.
14. "Transnational investment law and national development", conférences "Taylor Memorial" données à l'Ecole de droit de l'Université de Lagos, décembre 1978. Publiées par l'Université de Lagos en 1982.
15. "United Nations: International Regulation of Transnational Corporations", 1979 Journal of World Trade Law, vol. 13, No 1, janvier/février 1979.
16. "Restructuring Transnational Mineral Agreements", American Journal of International Law, juillet 1979.
17. "Stability of Contractual Relations in the Transnational Investment Process". The International and Comparative Law Quarterly, juillet 1979.
18. "The New International Economic Order and Nationalization and the Restructuring of Transnational Agreements". Actes de la Friedman Conférence on International Law, 1979. Publié par le Columbia Journal of Transnational Law, 1979.
19. Contribution à "Legal Aspects of the New International Economic Order". Editions Kamal Hossain. Publié par Frances Printers Ltd. 1980.
20. "Traditional International Law versus Development Imperatives", éditions Dupuy : The Right to Development at the international level, 1980, Sijthoff et Noordhoff.
21. Critique de Legal Problems of Codes of Conduct for Multinational Enterprises, éd. Norbert Horn, vol. 22, No 1, hiver 1971, paru dans le Harvard International Law Journal.
22. Contribution à "Negociating Foreign Investments in Developing Countries", publié par l'Investment Negotiation Center, International Law Institute de l'Université de Georgetown, 1981.

23. "The Regulation of Transnational Corporations in Developing Countries". Actes du Séminaire sur les problèmes de développement - publié par l'UNITAR et l'Académie des arts et des sciences de l'Union soviétique, 1982.
24. "Evolution of Development Contracts: The Issue of Effective Control", (avec Stockmayer) Mining Journal Books, Londres, 1982.
25. "From Concession to Joint Venture Agreement: Restructuring Mineral Agreements - A Casestudy from Ghana" (avec S. K. Detebah), Third World Legal Studies, 1983.
26. Contribution à Rubin and Nelson (éd.) - "International Investment Disputes: Avoidance and Settlement" - publié par l'American Society of International Law, 1984.
27. Contribution à "The Protection of Foreign Investment in International Law". Actes de l'American Society of International Law, 1985.
28. Critique de New Horizons of International Law and Developing Countries. Ed. S. K. Agrawala, T. S. Rama Rao et J. N. Saxena, et de New Perspectives and Conceptions of International Law: An Afro-European Dialogue, Ed. K. Ginther et W. Benedek, vol. 80, No 3, juillet 1986, critique parue dans l'American Journal of International Law.
29. "International Law and Foreign Investment: A Reappraisal". The International and Comparative Law Quarterly, vol. 37, partie III, p. 588, juillet 1988.
30. "Transnational Corporations in World Development - Third Survey", 1983 (Parties relatives aux normes internationales concernant les sociétés transnationales et les tendances récentes dans les arrangements contractuels). A également assuré la coordination de l'ensemble de l'étude.
31. "Transnational Corporations in World Development - Trends and Prospects", 1988 (Parties relatives aux politiques nationales et internationales concernant les sociétés transnationales).
32. Status of the Negotiations relating to the United Nations Code of Conduct on Transnational Corporations, reprise de la session extraordinaire, janvier 1986 - The CTC Reporter No 21/1986, p. 40.
33. Contribution à "Joint Ventures as a form of International Economic Co-operation", 1988, (Actes d'un séminaire sur les coentreprises, Moscou, mars 1988).
34. Contribution à Snyder and Sura Part (Ed.) "Third World Attitudes Towards International Law", Kluwer-Nijhoff (Pays-Bas), juin 1987.

35. "Over a Hundred Years of Ghana Legal System - A review and critique", Journal of African Law, vol. 31, 1987.
36. "Negotiating with Transnational Corporations: The Technical Assistance Programme of the United Nations Centre on Transnational Corporations (UNCTC)" (avec Roland Brown), International Business Lawyer, octobre 1988.
37. Critique de "Principles of International Development Law" de Milan Bulajic, The American Journal of International Law, vol. 83, No 1, 1989.
38. "The concept of the Good Corporate Citizen in International Business" (Analyse détaillée des clauses du Code de conduite des Nations Unies pour les sociétés transnationales) - ICSID - Review - Foreign Investment Law Journal, vol. 4, No 1, printemps 1989.
39. "Key Issues in Negotiating International Joint Ventures". Actes du Séminaire de Moscou sur la négociation des coentreprises internationales, mars 1990.

Quelques séminaires, conférences et ateliers

1. Conférence sur les accords financiers internationaux à l'Ecole de droit de l'Université du Michigan, Ann Arbor, Michigan, Etats-Unis (1967).
2. Exposé sur l'édification de la nation et les droits de l'homme à Cornell University, Ithaca, New York, Etats-Unis (1968).
3. A participé à plusieurs des sessions annuelles du Comité consultatif afro-asiatique, New Delhi, Accra (1970-1976).
4. A participé à la Conférence des ministres de la justice du Commonwealth, Londres (1973) et à la Conférence sur le droit du Commonwealth, Lagos (1980).
5. A participé au dialogue afro-américain, Addis-Abeba - dialogue entre dirigeants africains et américains dans les domaines du commerce et des investissements internationaux (1973).
6. Membre d'un groupe de 12 experts internationaux à un séminaire sur les transactions économiques internationales organisé par l'International Legal Centre, New York (1974).
7. A été choisi par l'UNITAR pour faire un cours sur le droit international et le développement économique au Séminaire de l'UNITAR pour les conseillers juridiques des gouvernements et les enseignants universitaires d'Afrique, Freetown (1975).
8. Consultant auprès des représentants de dix gouvernements africains à l'occasion d'une importante consultation avec une vingtaine de sociétés transnationales, Dakar. L'objet de cette consultation était de procéder

à un échange sur les relations entre les gouvernements africains et les sociétés transnationales, d'une manière générale et en rapport avec des projets spécifiques (novembre 1978).

9. Participant à une table ronde sur le droit international et les sociétés multinationales organisée par l'Ecole de droit de Columbia University, New York, à la mémoire du professeur Wolfgang Friedmann (février 1976).
10. Conférence intitulée "The Investment Process in Africa: Traditional Concepts Versus Development Goals" à l'Ecole de droit de Yale, New Haven, Connecticut (mars 1976).
11. Conférence au World Trade Institute, New York, pour un groupe de cadres supérieurs; a également conseillé de grandes sociétés sur les aspects juridiques et financiers des affaires en Afrique (avril 1976).
12. Conférence intitulée "Reflections on the Foreign Investment Process in Africa", à l'occasion d'un déjeuner au Brookings Institution, Washington (D. C.), à l'initiative de l'Institute of International Foreign Trade Law de Georgetown University Law Center (avril 1976).
13. Conférence intitulée "The Investment Process in Africa: Traditional Concepts Versus Development Goals" à l'Ecole de droit de l'University of Michigan, Ann Arbor (avril 1976).
14. Conférence sur les relations entre les gouvernements hôtes et les sociétés multinationales en Afrique, au Centre de UCLA pour les études africaines, à Los Angeles (avril 1976).
15. Etude intitulée "Multinational Corporations and International Law", présentée au Cambridge International Law Club, Cambridge University, Angleterre, et Nottingham University, Angleterre (1978).
16. "Taylor Annual Memorial Lectures" sur "Transnational Investment Law and National Development" à Lagos University, Lagos (1978).
17. Coprésident d'un séminaire régional africain sur la structuration et la négociation d'accords miniers internationaux à Gaborone (1978).
18. Deux exposés a) "Current Negotiations for the United Nations Code of Conduct for Transnational Corporations" et b) "Stability of Contractual Relations in the Transnational Investment Process" présentés au College St. John, Oxford University à un séminaire sur les aspects juridiques du nouvel ordre économique international, organisé conjointement par l'Association du droit international et le Centre for Research on the New International Economic Order (mars 1979).

19. Conférence sur les incidences juridiques du nouvel ordre économique international, notamment les nationalisations. Conférence Friedmann sur le droit international - Ecole de droit de Columbia University, New York (mars 1979).
20. Rapport présenté à l'Institut africain de l'Académie des arts et des sciences soviétiques, Moscou, sur "The Regulation of Transnational Corporations in Developing Countries" (septembre 1979).
21. Rapport intitulé "Traditional Transnational Investment Law versus Development Imperatives", présenté à un colloque sur le droit au développement au plan international à l'Académie du droit international de La Haye (octobre 1979).
22. Membre du panel à un séminaire sur les perspectives de carrière dans le domaine du droit international à Harvard Law School, Cambridge (novembre 1979).
23. Président et conférencier à un séminaire sur les coentreprises dans le domaine de la pêche, organisé par le CNUST à l'intention des pays de l'Asie et du Pacifique à Colombo (1980).
24. Président et conférencier à un séminaire sur les aspects juridiques des investissements étrangers, organisé par le CNUST au Conseil de la Chine pour la promotion des échanges internationaux à Beijing (1980).
25. Conférence sur la gestion, le contrôle et les caractéristiques des entreprises conjointes, à l'occasion d'un atelier organisé par le CNUST sur les négociations internationales à Lima (1981).
26. Président et conférencier à un séminaire sur la négociation avec les sociétés transnationales, Bridgetown, La Barbade (1981).
27. Conférence sur les aspects juridiques de la formulation d'accords sur les investissements étrangers, Khartoum (1980).
28. Président et conférencier à un atelier sur la négociation des transactions commerciales internationales, Bangladesh (1985).
29. Président et conférencier à un atelier sur l'établissement de prix de transfert par les sociétés transnationales à Karachi (1985).
30. Rapport intitulé "Hundred Years of a National Legal System in Ghana", présenté à la Conférence de droit du Commonwealth, Lagos (août 1980).
31. Rapport sur les accords contractuels transnationaux entre pays en développement et sociétés transnationales dans le secteur des ressources naturelles, présenté à la Fondation allemande pour le développement international, Berlin (août 1980).

32. Membre du panel à un séminaire, au "Conference Board", sur les problèmes anticartels et les transactions commerciales avec les pays en développement, New York (mars 1981).
33. Membre du panel à un séminaire sur les sociétés multinationales dans le tiers monde à Harvard University (mars 1981).
34. Conférence sur les accords financiers internationaux donnée à un groupe de fonctionnaires au Ministère chinois des relations économiques extérieures à Beijing (juin 1981).
35. Président et conférencier à un atelier sur le droit du travail et les sociétés transnationales à Nairobi (1981).
36. Président et conférencier à un atelier sur la négociation d'accords miniers et pétroliers, Accra (1981).
37. Membre du panel à un séminaire sur les pays en développement dans le système financier international, American University, Washington, sous les auspices de l'American Society of International Law (1982).
38. Conférence intitulée "Relations between developing countries and transnational corporations", Conférence internationale du YMCA, Toronto (1983).
39. Membre du panel à un séminaire sur les entreprises conjointes dans les pays islamiques, organisé en Arabie saoudite par la Banque islamique de développement (1983).
40. Membre du panel à un séminaire sur la prévention et le règlement des différends en matière d'investissements internationaux, réunion annuelle de l'American Society of International Law (1984).
41. "Protection of Foreign Investment in International Law", American Society of International Law (1985).
42. "Multinationals and International Law", Ecole de droit de la Georgia University (1985).
43. Membre du panel à un séminaire sur les investissements étrangers dans les pays en développement, organisé par le Overseas Development Council, Washington (D. C.) (1985).
44. Rapport sur la réglementation et le contrôle des sociétés transnationales en Afrique, à la réunion annuelle de l'Association of African Central Banks, Accra (1985).
45. Séminaire sur les investissements étrangers et le droit international parrainé par l'American Society of International Law et le Comité consultatif juridique afro-asiatique, New York (1985).

46. Membre du panel à un séminaire sur les investissements étrangers et les pays en développement, organisé par le Council for Foreign Relations, Washington (D. C.) (1985).
47. Président et conférencier à un séminaire régional sur les accords miniers internationaux à Mbabane (1985).
48. Rapport sur le droit international et l'exportation de produits dangereux, présenté à l'American Society of International Law (1986).
49. Membre du panel à un séminaire sur le droit polonais des coentreprises, Cracovie, Pologne (1987).
50. Président et conférencier à des ateliers sur la négociation des accords de coentreprise, des accords de gestion, des contrats clefs en main et des contrats internationaux de construction, Lagos (1987 et 1988).
51. Rapport sur la négociation des accords de coentreprise du point de vue du pays hôte, présenté à un séminaire sur les coentreprises, Moscou (mars 1988).
52. Membre du panel à un séminaire sur le Code de conduite des Nations Unies pour les sociétés transnationales, organisé à La Haye pour les spécialistes du droit international (1989).
53. Président et conférencier à un séminaire sur l'expérience du Kenya en matière de coentreprises internationales (1990).
54. Président et conférencier à une conférence sur la négociation des entreprises conjointes internationales. A présenté un rapport intitulé "Key Issues in Negotiating East-West Joint Ventures", Moscou (mars 1990).
55. A participé activement à de nombreuses réunions de l'Association du droit international dont il est membre du Comité sur les aspects juridiques du nouvel ordre économique international - Réunions à Oxford, Paris, La Haye.
56. A participé, en sa qualité de Directeur, à de nombreuses réunions du Conseil d'administration de l'Institut du droit du développement international, Rome, qui forme des juristes des pays en développement dans le domaine des transactions internationales et du droit du développement.
57. Conférence sur les Nations Unies et les affaires internationales à la Section du droit international de la New York City Bar Association.
58. A donné un cours sur la négociation d'entreprises conjointes internationales à l'Institut du droit du développement international, Rome.

59. Rapport sur le Code de conduite des Nations Unies pour les sociétés transnationales, présenté à l'American Foreign Law Association, avril 1991.
60. Plusieurs exposés à la radio et à la télévision ghanéennes sur les propositions relatives à la rédaction d'une nouvelle constitution nationale.

NJENGA, Frank X.

(Kenya)

Date de naissance 6 janvier 1940
Lieu de naissance Nairobi
Nationalité Kényenne
Situation de famille Marié, père de quatre enfants

Etudes

1955-1958 Holy Ghost College de Mangu
Certificat de l'Ecole de Cambridge
(Première Division)
1959-1961 Université de Makerere - Etudes universitaires
préparatoires
Certificat intermédiaire
1961-1963 University College, Dar es-Salaam
Etudes de droit
LL.B (avec mention) (Londres)
1964-1965 Columbia University, New York
Etudes de second cycle
LL.M (Colombia)
1967-1968 New York University, New York
Etudes de second cycle
LL.M (New York University)
1965 Académie de La Haye (Pays-Bas)
Diplôme de l'Académie

Fonctions exercées

1963-1964 Greffier adjoint de la Haute Cour du Kenya
Tâches administratives sous la supervision du greffier
de la Haute Cour du Kenya.
1965-1967 Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université de
Dar es-Salaam

J'ai enseigné diverses matières : droit de la responsabilité délictuelle (Torts), droit de la preuve, droit des biens, droit coutumier africain et droit international. J'ai également supervisé les recherches d'étudiants concernant le droit coutumier africain au Kenya et en Ouganda.

1968-1969

Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université de Nairobi

J'ai enseigné un certain nombre de matières : droit de la responsabilité délictuelle (Torts), droit des biens et droit international.

1969-1980

Directeur du Département juridique

En tant que conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, j'ai participé à des négociations aux niveaux bilatéral et multilatéral et à l'élaboration d'instruments juridiques traitant de questions liées aux immunités et privilèges diplomatiques, et j'ai représenté le Gouvernement kényen à des conférences et réunions internationales et à des séminaires internationaux. J'ai été en poste pendant quatre ans à la Mission permanente du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies où je me suis occupé des questions juridiques concernant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil de sécurité et les institutions spécialisées. J'ai été le représentant du Kenya à la Sixième Commission de l'Assemblée générale de 1969 à 1975.

1980-1987

Directeur du Département politique de l'OUA

Sous la direction générale du Sous-Secrétaire général (affaires politiques), j'ai été responsable de la gestion et de l'élaboration des politiques au Département politique de l'OUA. Outre de conseiller les organes politiques de l'OUA, j'étais chargé d'organiser et de superviser les travaux préparatoires portant sur les questions politiques pour le Conseil des ministres et l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement, et j'ai, à cette occasion, assisté à toutes les réunions des principaux organes de l'OUA. J'étais également responsable des préparatifs des sessions des divers comités politiques de l'OUA : Commission de défense, Comité du Sahara occidental, Comité du Tchad, Comité du différend Somalie/Ethiopie, etc. J'ai également participé à plusieurs missions d'établissement des

faits, notamment en qualité de chef de la délégation d'observateurs de l'OUA pendant les élections ayant précédé l'indépendance au Zimbabwe en 1980; en qualité de membre de la délégation envoyée en Angola par l'OUA pour constater l'invasion sud-africaine en 1981; en qualité de membre de la délégation envoyée par l'OUA en Espagne et aux îles Canaries en 1982 pour examiner la question de l'indépendance des îles Canaries; en qualité de membre de la délégation de l'OUA lors des entretiens qui ont eu lieu à Genève en 1981 entre l'Afrique du Sud et la SWAPO pour préparer l'indépendance de la Namibie; et en 1985 en qualité de membre de la délégation de l'OUA pour le règlement du conflit entre le Burkina Faso et le Mali.

1987

Secrétaire exécutif adjoint, OUA, Bureau de Genève

J'étais responsable des questions politiques et de l'information au Bureau de Genève ainsi que de la liaison avec l'Office des Nations Unies à Genève, le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour ce qui concerne la mise en oeuvre des résolutions du Conseil des ministres de l'OUA et des décisions de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement.

Depuis mars 1988

J'ai été élu Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique. En cette qualité, je suis chargé de diriger le Comité consultatif juridique et, en liaison avec les sessions annuelles du Comité, d'établir le programme de travail et les politiques générales. Je suis également chargé d'assurer la liaison entre le Comité et les autres organisations internationales.

Expérience professionnelle

Représentant du Kenya au Comité spécial des Nations Unies sur les relations amicales de 1969 à 1970.

Représentant du Kenya au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans de 1969 à 1973.

Représentant du Kenya à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer de 1973 à 1980.

Vice-Président du deuxième Comité de la Conférence sur le droit de la mer.

Président du Groupe de négociation I de la Conférence sur le droit de la mer.

Membre de la délégation kényenne aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1969 à 1975.

Représentant du Kenya à plusieurs sessions du Comité consultatif juridique afro-asiatique à Karachi (1969); Colombo (1970); Lagos (1971) et Séoul (1979).

Conseiller de la délégation kényenne à la vingt-septième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique (Singapour, 1988).

Représentant du Kenya à la CNUDCI (de 1970 à 1975).

Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale (1975).

Membre de la Commission du droit international depuis 1976. A participé activement à toutes ses sessions et servi à des titres divers - vice-président, rapporteur général, membre du Comité de rédaction et membre du Groupe de planification.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut du droit maritime international (Organisation maritime internationale).

Membre du Conseil d'administration de l'Institut des investissements et de l'arbitrage du Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international depuis 1989.

Membre du Conseil d'administration de l'Annuaire asiatique de droit international.

Avocat inscrit au barreau du Kenya et membre de la Kenya Law Society depuis 1979.

A publié un certain nombre d'articles, notamment sur le droit de la mer.

A donné une série de conférences sur la nature et l'historique de la zone économique exclusive à la session de l'Académie de droit international de La Haye tenue au Caire en 1985.

A participé au Séminaire sur le terrorisme international organisé par l'Organisation de la Conférence islamique à Genève en 1987 et a présenté un exposé sur le terrorisme et le droit international.

A participé à la Conférence internationale sur l'environnement à Lisbonne en avril 1987 et a présenté un exposé sur l'OUA et l'environnement.

A été élu Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique en mars 1988.

A dirigé, en sa qualité de Secrétaire général, la délégation du Comité consultatif juridique afro-asiatique à la vingt-huitième session en 1989 à Nairobi et à la vingt-neuvième session en 1990 à Beijing et à la trentième session au Caire en avril 1991.

A participé à la Conférence internationale sur la violation et la défense à Téhéran en août 1988.

A représenté le Comité consultatif juridique afro-asiatique aux quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

A représenté le Comité consultatif juridique afro-asiatique à la Conférence de plénipotentiaires sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux, à Bâle, en mars 1989.

A participé au Séminaire organisé conjointement par l'Institut du droit de la mer et l'Institut néerlandais de droit maritime en 1989 et a présenté un exposé sur le rôle des organisations internationales dans l'application de la Convention de 1982 sur le droit de la mer.

A participé à Pacem in Maribus XVII à Moscou en juin 1989.

A prononcé un discours liminaire au Programme de formation de l'Institut océanographique international organisé à l'Université Dalhousie à Halifax (Canada) en août 1989.

A participé aux première et deuxième sessions du Groupe d'experts juridiques et techniques de l'Organisation de l'unité africaine, tenues en décembre 1989 et mai 1990 en vue de l'élaboration de la Convention africaine sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

A représenté le Comité consultatif juridique afro-asiatique à la première session de fond du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Nairobi, en août 1990.

A participé à la première réunion de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur relative au Projet sur les principes directeurs du droit international, organisée à Talloires (France) en juin 1990 par l'American Society of International Law. Membre du Comité consultatif du Projet et membre du Groupe de travail.

A participé à la réunion du Groupe d'experts juridiques chargé d'examiner la notion de préoccupation commune de l'humanité en rapport avec les questions relatives à l'environnement mondial organisée par le PNUE à Malte en décembre 1990.

Réélu à l'unanimité Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique durant la trentième session tenue au Caire en avril 1991.

A participé à la réunion chargée d'étudier le fonctionnement de la Cour permanente d'arbitrage tenue à La Haye en mai 1991.

A participé aux réunions des conseillers juridiques principaux sur la révision du Programme de Montevideo pour le développement et l'examen périodique du droit de l'environnement à Genève en juillet 1991 et à Nairobi en septembre 1991.

A représenté le Comité consultatif juridique afro-asiatique aux deuxième et troisième sessions du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques tenues respectivement à Genève en juin 1991 et à Nairobi en septembre 1991.

A participé au Séminaire des pays en développement sur l'environnement et le développement à Beijing en août 1991.

SSEKANDI, Francis M.

(Ouganda)

Né à Mbarara (Ouganda) le 29 septembre 1940.

- Marié à Joanne Binder.

Connaissances linguistiques

- Très bonne connaissance de l'anglais, bonne connaissance du français.

Expérience dans la magistrature

- Juge à la Cour d'appel (Cour suprême) de l'Ouganda de 1978 à 1981, année où il a pris sa retraite pour entrer au service de l'Organisation des Nations Unies. La Cour d'appel de l'Ouganda a remplacé la Cour d'appel de l'Afrique orientale en 1978 et s'appelle maintenant Cour suprême de l'Ouganda. La Cour statue en dernier ressort au civil et au pénal et est saisie des questions constitutionnelles sur lesquelles elle statue également en dernier ressort.
- Juge à la Haute Cour de l'Ouganda de 1974 à 1978. Auteur de plusieurs décisions célèbres en droit civil, pénal et coutumier. Jusqu'en 1978, la Haute Cour était l'instance la plus élevée en Ouganda et statuait en dernier ressort au civil et au pénal. Pour les affaires capitales, c'est la cour d'appel de l'Afrique orientale qui jugeait en appel. La Haute Cour était saisie jusqu'en 1978 des questions constitutionnelles sur lesquelles elle statuait en dernier ressort.

Expérience dans le domaine de l'enseignement

- Professeur de droit international invité Wayne State University, Détroit (Michigan), 1980-1983 (en congé sabbatique de 1981 à 1983).
- Examineur externe à l'Université Haile Selassie (Ethiopie), 1973; à la faculté de droit de l'Université de Nairobi, 1974; à l'Université de Makerere, 1975-1979.
- Président du Uganda Law Council, 1974-1978.
- Directeur du Law Development Centre, 1971-1974 - a créé le cours d'études universitaires supérieures pour l'admission au barreau de l'Ouganda.
- Visiting Fellow en droit, Université de Makerere, 1972-1974.
- Maître de conférence invité (droit pénal et droit de la preuve), Université de Makerere, 1968-1970.

Autres fonctions

- Senior Principal State Attorney, Ministère de la justice de l'Ouganda, 1966-1971. En cette qualité, a représenté l'Etat devant la Haute Cour et la Cour d'appel.

Fonctions à l'ONU (depuis 1981)

- Directeur adjoint de la Division des questions juridiques générales, Bureau des affaires juridiques du Secrétariat. Les fonctions consistent à fournir conseils et assistance d'ordre juridique pour la rédaction de documents de caractère international, institutionnel et constitutionnel nécessaires aux activités de l'ONU; faire office de conseiller juridique des organes subsidiaires de l'Organisation chargés de la coopération technique internationale et du développement - PNUD et UNICEF notamment; aider à examiner et à régler les différends nés à l'occasion de l'exécution de projets; élaborer des textes d'accords et de contrats avec les gouvernements et les entreprises privées aux fins de la coopération technique et de l'aide au développement; aider à exécuter diverses activités liées à la restructuration de l'UNITAR, à la dissolution du Fonds des Nations Unies pour la Namibie et du Fonds d'affectation spéciale pour l'opération d'urgence des Nations Unies; rédiger le règlement financier et les règles de gestion financière de l'UNICEF; représenter le Secrétaire général lors de la procédure orale devant le Tribunal administratif des Nations Unies et d'autres organes judiciaires et d'arbitrage.
- Consultant auprès du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, 1979-1980.

Qualifications professionnelles

- LL.M. (Columbia), 1966; LL.B. (avec mention) Londres, 1965.
- Spécialisation : droit international public; jurisprudence; droit commercial international; conflit des lois; droit comparé.
- Admis au barreau de l'Ouganda en 1966.
- Admis au barreau de l'Etat de New York, chambre d'appel de la Cour suprême de l'Etat de New York (troisième département judiciaire), Etats-Unis, 1981.

Distinctions

- Lauréat du premier prix du doyen en première année de faculté de droit, 1963; titulaire d'une bourse d'étudiant invité à la School of Oriental and African Studies, Université de Londres, 1963.

- Titulaire d'une bourse d'études universitaires supérieures en droit international et en développement économique, Université de Columbia, 1965.
- Notice biographique dans le Who's Who in American Law, 1987-1988, cinquième édition.

Associations professionnelles

- American Society of International Law
- American Bar Association
- Association of the Bar of the City of New York, USA
- Membre du Conseil de rédaction du New York Law School Journal of International and Comparative Law, 1983
- International Law Society of Third World Lawyers, 1981-1991
- Juge à l'occasion de la Regional Jessup Moot Court Competitions, 1981-1984
- American Society of Law Teachers, 1980-1981
- Président de l'Uganda Law Council, 1974-1978
- Rédacteur en chef de l'Uganda Law Reports
- A assisté à la Conférence sur le droit et la paix mondiale tenue en 1973 à Abidjan
- African Bar Association, 1972
- Rédacteur en chef de l'Uganda Law Focus, 1971-1974
- Membre de l'Uganda Research Council, 1971-1974
- Représentant de l'Ouganda à la Conférence sur le droit et la paix mondiale, 1971-1974
- Uganda Law Society, 1966

Publications

- "Contracts between States and Private Companies", 1966, East African Law Journal
- "Kondoism - Capital Punishment for Robbery Revisited", 1970, East African Law Review

- Charter of Economic Rights and Duties of States - Law or Rhetoric?, 1980
- "Legal Regime of Mining Concessions", Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, 1980 (non publié)
- Uganda Law Focus, "Whither to the Common Law Tradition?", 1975
- Hyam v. D.P.P., 1978
- Doctrine of Precedent, 1978
- "Autochthony - The Development of Law in Uganda", 1983, 5, New York Law School Journal of International and Comparative Law
- A fait des exposés à l'American Society of International Law, 1966, 1981
- Specimen Charges (ouvrage), Introduction to Law in Uganda
- Critique - International Law and the New States of Africa by Makonnen in UN Secretariat News
- "The Fundamental Constitutional Issues Facing Uganda Today" (présenté au Workshop on Uganda Constitution, University of New Hampshire)
- "The Constitution: A Social Compact" (présenté à l'Uganda Law Reform Commission)
- "The Uganda Constitution" (propositions constitutionnelles présentées à un Uganda Constitution Workshop)
- Rédaction : Elias : New Horizons in International Law (deuxième édition) en cours de publication (à paraître en tant que publication de l'UNITAR)
